

19, rue du Rhône
1204 Genève
Suisse

T: +41 (0)22 311 20 22
F: + 41 (0)22 310 21 93



Association suisse des Amis
de Sœur Emmanuelle

info@asase.org

www.asase.org

CCP 12-5593-0

RAPPORT DE VISITE JUBA - SEPTEMBRE 2019



Le hangar de la ferme-pilote de Nyarjwa en construction

Les passages en italiques sont des *verbatim* du coordinateur des programmes de SVDP Juba, Betram Gordon Kuol.

Abréviations

BIH	Be In Hope
CFPDC	Centre de Formation Professionnelle et de Développement Communautaire
CSSV	Centre de Santé Saint Vincent (à Nyarjwa)
EFF	Exploitation d'une Ferme Familiale
PGR	Programme Générateur de Revenus
PSF	Pharmaciens Sans Frontières
SHP	Santé / Hygiène / Premiers Secours
SSP	South Sudanese Pound (Livre Sud Soudanaise)
SVDP	Société Saint Vincent de Paul Juba

SOMMAIRE

1. Le contexte	3
1.1. Le contexte politique	3
1.2. Le contexte social et économique	4
1.3. Le contexte sécuritaire	8
2. SVDP Juba	10
2.1. Renforcement de l'équipe de direction	10
2.2. Rencontre avec d'autres employés	13
3. Le CFPDC – La formation professionnelle	14
3.1. Revendications de l'équipe d'enseignants de la formation	15
3.2. Rencontres avec quelques employés du programme de formation	16
3.3. Diverses nouvelles	16
4. La ferme-pilote de Nyarjwa	18
4.1. Conditions météo	18
4.2. Problèmes de management	18
4.3. Une année blanche en termes de production	21
4.4. L'équipement acquis fin 2018 n'a pas pu être utilisé	22
4.5. La construction du hangar a pris plus de temps que prévu	26
4.6. La barrière s'est effondrée du côté nord	27
4.7. Programme pour 2020	28
5. Les autres PGR	33
5.1. La maison d'hôtes	33
5.2. La production avicole	34
5.3. L'atelier de confection, la fabrication de meubles en bois et la location du camion	35
6. Le Centre de Santé Saint Vincent	35
7. Le programme BIH pour enfants des rues	36
7.1. Remplacement du travailleur social	36
7.2. Témoignage de Marina Berney	36
7.3. Le cas du jeune Deng	37
7.4. Formation informatique pour les bénéficiaires	38

1. LE CONTEXTE

1.1. Le contexte politique

L'ambiance est toujours relativement tendue. L'ex-vice-président Riek Machar était venu à Juba trois semaines avant mon arrivée. Cela avait rendu les gens un peu anxieux : ils craignaient que les tractations ne dégénèrent. Machar, qui réside à Khartoum actuellement, est venu accompagné de nombreux Soudanais, notamment le Vice-Président soudanais. Il a résidé au Paramount Hotel, un hôtel construit par les Israéliens.

Fin octobre à Djibouti, s'est tenue une réunion des envoyés spéciaux régionaux et internationaux au Soudan du Sud, en vue de faire le point sur la mise en œuvre des tâches préalables à la transition découlant de l'Accord revitalisé sur la résolution du Conflit dans la République du Sud-Soudan (R-ARCSS), et pour mieux coordonner les efforts de mobilisation nécessaire au processus de paix dans le pays. Ont eu lieu également des discussions plus ciblées sur des points importants de pré-transition, telles que le cantonnement des forces, la formation et le redéploiement des forces unifiées nécessaires, le nombre et les frontières des États, la répartition des portefeuilles ministériels, la ratification du projet de loi de modification de la constitution, et d'autres lois.

Il a été notamment recommandé au gouvernement de libérer immédiatement le solde de 100 millions de \$ promis en mai 2019 et de mettre en place des mécanismes pour une gestion transparente et responsable des fonds.

L'IGAD doit convoquer le plus rapidement possible un sommet des chefs d'État et de gouvernement, précédé d'une réunion des dirigeants des garants du R-ARCSS, à savoir l'Ouganda et le Soudan. Ce sommet devrait notamment déterminer le statut de Riek Machar, qui est toujours en exil forcé au Soudan.

En novembre, les ex-belligérants étaient censés former un gouvernement de transition, d'union nationale, pour trois ans. Mais restait le problème des groupes rebelles qui ont refusé de signer l'accord de paix de l'été 2018. Il y aurait dû y avoir des réunions les incluant avant la formation de ce gouvernement d'union nationale, qui a donc été encore reporté au 12 février 2020. *Le dernier ajournement de la formation d'un gouvernement de 100 jours supplémentaires, ainsi que le manque de mise en œuvre des aspects essentiels de l'accord de paix, démontrent l'insuffisance des tentatives actuelles de promotion de la paix dans le pays.*

Pour la population, ce report signifie que les partis signataires témoignent de leur manque de volonté politique pour imposer ce qu'ils ont convenu, et que part en fumée l'optimisme né de l'accord de paix de



l'été 2018, qui prévoyait la formation d'un gouvernement d'unité nationale de transition dans un avenir prévisible, capable de gérer les problèmes économiques, de lutter honnêtement contre la corruption endémique et de donner la priorité au bien-être des citoyens par le développement. La population continue donc de vivre avec la peur que le pays ne retombe dans la guerre.

Des élections au bout de la période de transition ? Les ex-belligérants savent très bien que la population ne votera pas pour eux. Il est probable que le pouvoir en place fasse tout pour qu'il n'y en ait pas. Si finalement elles sont organisées, il va tenter d'acheter les votes (à travers les élus locaux, les chefs de communauté), ou au moins d'acheter les Commissions chargées d'organiser les élections. Les hommes d'affaires qui ont l'habitude de présenter leurs factures à la Banque Centrale (cf 1.2.), vont continuer, et une partie de l'argent sera mis de côté sur un compte spécial dévolu au financement de la campagne électorale. Il y a déjà eu au moins deux retraits en ce sens de 50 millions de SSP au total (166 000 \$).

Et il n'y a pas d'argent pour financer le cantonnement des troupes prévu par l'accord de paix de l'été 2018.

Selon un rapport de l'ONU, les deux camps continuent de recruter des soldats. C'est un effet pervers de cette clause de cantonnement des troupes : chaque partie augmente le nombre de recrues pour les envoyer illico dans les camps de cantonnement.



1.2. Le contexte social et économique

1.2.1. Contexte social (et religieux)

- On constate une recrudescence de nouvelles églises protestantes de toutes sortes (pentecôtistes, *born-again*, *Christ Ambassadors* etc...), notamment à Lologo II, où nous en avons compté six, rien qu'en circulant. Certaines font venir des pasteurs d'Afrique du Sud. Certains des fondateurs se font appeler « prophètes ». L'un d'eux dit : « Maintenant, quand je prêche, qui vous dit les mots de Dieu ? Jésus ou moi ? ». Pour dire qu'il n'y pas d'intermédiaire entre lui et Dieu.

- Autre phénomène aussi étonnant vu l'histoire du pays : la présence ostensible de la communauté musulmane. On voit des prières de rue à Juba, des mosquées se construisent. Les musulmans s'implantent solidement dans le pays. La communauté somalienne en particulier est importante et fortunée.

Le gouvernement accueille à bras ouverts des délégations venus d'Arabie Saoudite, du Koweït, des Émirats, qui proposent leurs financements.

Le *hajj* (le pèlerinage à La Mecque) est maintenant subventionné par l'Etat.

Les musulmans acquièrent des terrains à travers le Conseil Islamique. L'oncle de Stanslas Mogga (le directeur de la formation professionnelle) avait une maison familiale dans l'Etat de Jonglei. Quand il est

mort, pendant la guerre civile, sa famille a dû repartir en Ouganda et la maison a été laissée inhabitée. Des gens sont venus l'occuper et l'ont enregistrée au nom du Conseil Islamique. Ils ont l'argent pour payer des avocats. Ensuite, ils la mettent au nom d'une personne du Conseil et elle est vendue. Beaucoup d'affaires du même type ont été portées devant la justice. Les musulmans se sentent puissants et protégés, et peuvent être menaçants. Cette activisme islamique, avec des prêches, n'est pas de bon augure pour le futur du pays, déjà si fragilisé.

Dans le rapport publié en septembre par The Sentry sur la corruption (cf infra), l'une des figures citées est un homme d'affaires Soudanais qui reçoit des millions de \$ des cercles présidentiels. Ashraf Seed Ahmed Hussein Ali (également connu sous le nom d'Al-Cardinal) a une fonction importante dans le gouvernement de transition prévu par l'accord de paix. Il reçoit quotidiennement des milliers de \$ de la Banque Centrale.

- Voici un témoignage de Marina Berney, thérapeute à Sydney, venue pour donner bénévolement une formation sur cinq jours dans le cadre de la formation SHP (Santé/Hygiène/Premiers Secours) au Centre de Formation Professionnelle de Lologo.

Le Soudan est mon pays de cœur, car c'est là qu'habitaient mes grands-parents et que petite, je retrouvais un environnement chaleureux, joyeux, où je me sentais en sécurité. Sentiments intimes ô combien aux antipodes du vécu des habitants de ce pays (aujourd'hui divisé en deux) depuis des décennies de guerre civile.

Du tarmac sur lequel est dressée une petite tente dédiée au dépistage d'Ebola, au va-et-vient entre les différents guichets qui vérifient très sérieusement si on a le droit d'entrer et appliquent moult tampons, en passant par le tapis roulant qui grince en laissant passer quelques valises, l'atterrissage dans la réalité du pays est rapide.

Durant le premier trajet depuis l'aéroport, la joie de retourner dans ce pays s'est mêlée à un mélange d'impuissance et de découragement : tant d'évidences des besoins immenses de reconstruction du pays après des années de conflits, que cela paraît impossible ! Pourtant des personnes comme Betram - le coordinateur local des projets - vont me démontrer jour après jour qu'« impossible n'est pas français », et qu'il existe des titans de la patience, de la persévérance et du dévouement, qui rendent possibles, concrets et efficaces des projets permettant petit à petit d'améliorer la vie quotidienne des habitants.

Le jour même de mon arrivée, j'ai été emmenée à Rajaf, à une grande célébration pour le centenaire de l'Église catholique dans le pays. Danses, chants, habits colorés, soleil, sourires et bonne humeur, et une organisation d'enfer pour nourrir des centaines de personnes : de quoi être bien dépaylée et un peu déphasée après 35 h de voyage !



Cela faisait plaisir de voir comment Patrick Bittar, le directeur d'ASASE, était accueilli avec gentillesse et respect partout où il allait. D'ailleurs le lendemain, à la messe dominicale à la cathédrale de Juba, Saint

Tereza, j'étais bien contente d'être avec lui, car on nous avait gardé des places royales, alors que l'église était pleine à craquer, que beaucoup y étaient venus bien en avance, pour suivre une messe qui allait durer presque trois heures (du fait de l'accueil d'un évêque d'un autre État, dans le cadre du centenaire) ! Il y avait même des fidèles qui ont assisté à la messe depuis l'extérieur.

J'ai eu ainsi l'occasion d'assister à ma première messe scandée par les youyous et où des danseuses en habits traditionnels faisaient cliqueter les bracelets de leurs chevilles. C'était assez surprenant dans une église ! Et avec l'acoustique du lieu, ça résonnait ! Quelle énergie ! »

1.2.2. Contexte économique

- La livre a encore chuté : 50% de baisse face au dollar depuis ma visite l'année précédente. Il faut maintenant 300 SSP pour acheter 1\$.

- Il y a pourtant une spéculation à la baisse du dollar, avec une thésaurisation des gros billets en livre : lors de ma visite, les billets de 100 SSP avaient disparu depuis deux semaines et les billets de 500 SSP étaient rares. On n'a obtenu que des billets de 50 SSP.

- Pour rappel, dans le passé, toutes les dépenses gouvernementales étaient en livres. Maintenant, même un chèque pour des travaux de maintenance est libellé en dollar.

- Quelques repères :
 - un pain : 25 SSP (8 cents \$).
 - un litre d'essence : 250 SSP (80 cents), le diesel 230 SSP.
 - un repas dans un restaurant pour l'élite locale ou internationale (ONG etc...) : entre 3 et 9\$.



- salaire mensuel d'un assistant à l'université : 50\$ (contre 3000 \$ il y a 10 ans !).

- Les Japonais ont repris le travail sur le pont situé près du CFPDC de Lologo, mais à un rythme beaucoup moins soutenu qu'avant les événements de l'été 2016. Le pont devrait être achevé en 2021. Il permettra par exemple de gagner une bonne demi-heure pour les trajets entre le bureau de SVDP et le foyer BIH à Rajaf.

- Le réseau électrique est prêt à fonctionner. Le Président voulait que les habitants s'équipent en compteurs. Mais les techniciens lui ont dit qu'il était préférable de terminer toutes les connexions avant : si les habitants s'équipent en compteurs et qu'il n'y a pas de jus immédiatement, ils seront mécontents.

- Nyiel, la sœur de Betram, a été nommée par le président Kiir membre du conseil d'administration de la Banque Centrale du Soudan du Sud, pour une durée de quatre ans. SVDP a donc pu obtenir un rendez-vous avec le gouverneur. Pendant leur entretien, celui-ci a reçu plus d'une dizaine d'appels téléphoniques, la plupart de ministres ou de conseillers du président, qui réclamaient tous de l'argent. « Vous voyez en quoi consiste mon travail actuellement ? Je ne peux rien planifier en matière économique. Vous êtes

pratiquement les seuls à ne pas venir me demander des sous » confiait-il à Betram, qui raconte : « Un homme d'affaires important, Kur Ajing Ater, est arrivé quand nous attendions notre rendez-vous dans la salle d'attente. Il vient repart généralement de la Banque Centrale avec un chèque de 40 millions de livres (133 333 \$). Quand nous avons été appelés et sommes entrés avant lui, il nous a regardé, interdit et mécontent ! » Avant la partition du Soudan, le gouverneur actuel de la Banque Centrale était très actif au sein du parti SAC (Sudan African Congress) à Khartoum. Il était évidemment prudent dans ses propos, mais constatait son impuissance. L'argent est contrôlé par le ministre des finances. Ce dernier est presque devenu plus important que le président. Une anecdote : en descendant de l'avion Egypt Air, j'ai dû attendre une dizaine de minutes, avec tous les passagers, sur le tarmac, sans savoir pourquoi. On m'a expliqué par la suite que le ministre des finances était dans le même avion. Il y avait sûrement un comité d'accueil important.

• Lors de ma visite en septembre est sorti un rapport publié par The Sentry. Cofondé par l'acteur George Clooney et le militant des droits de l'homme américain John Prendergast, « The Sentry est composé d'enquêteurs en criminalité financière, d'analystes politiques et d'experts régionaux qui suivent l'argent sale et



Betram dans les vestiges de l'église de Kit (à trois quarts d'heure de Juba) , démolie pendant la guerre Nord/Sud

établissent des enquêtes sur les réseaux transnationaux corrompus qui sont les principaux responsables des conflits les plus meurtriers de l'Afrique. »

Le titre de ce rapport est éloquent : « La prise du Soudan du Sud - Les magnats, les courtiers et les multinationales complices du détournement de l'État le plus récent du monde ».

Voici un court extrait tiré de l'introduction de ce rapport d'une soixantaine de pages :

« Les hommes qui ont libéré le Sud-Soudan se sont emparés des nouvelles institutions gouvernementales du pays, ont pillé ses ressources et ont lancé une guerre en 2013 qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes et provoqué le déplacement de millions de personnes (...) Les kleptocrates locaux et leurs partenaires internationaux - des géants pétroliers sino-malaisiens et des magnats britanniques aux réseaux de commerçants d'Ethiopie, d'Erythrée, du Kenya et d'Ouganda - ont accumulé des milliards de dollars. Les ressources naturelles du pays ont été pillées, des milices meurtrières et des unités militaires responsables d'atrocités ont été financées et les kleptocrates se sont gavés avec des milliards de dollars alloués dans le cadre de programmes gouvernementaux destinés à améliorer les moyens de subsistance de certaines des populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde (...) Sans conséquences spécifiques et ciblées, il est irréaliste de penser que leur comportement changera. La violence et la corruption resteront la norme, ce qui signifie que le plus gros obstacle à la paix n'est ni une personne ni un groupe armé ; c'est le système vicié de gouvernement lui-même. Selon les auteurs du rapport, rien ne changera sans la mise en place « d'outils politiques sérieux de contrainte financière visant ce réseau kleptocratique... »

1.3. Le contexte sécuritaire

• A Juba, à la nuit tombée, des *check-points* arrêtent les véhicules tous les kilomètres. De très jeunes policiers ou militaires (les plus dangereux), armés demandent les papiers du conducteur et du véhicule. Le montant qu'on doit lâcher dépend du conducteur, s'il arrive à gérer les tractations. Il vaut mieux qu'il donne un petit montant. L'année dernière, notre camion revenait d'Ouganda avec du matériel et il a été arrêté à un *check-point*. Ils ont pris les papiers, les factures etc... Le chauffeur a refusé de payer et les policiers lui ont dit : « Ok, tu pars, et tu reviendras chercher tes documents. » On a été obligé de revenir négocier...

• Un jour, Adam, un maçon qui travaillait à Nyarjwa, qui a l'air d'un Ougandais, passait un *check-point* dans la région avec un sac. Une patrouille l'a arrêté. Ils l'ont pris sous les tentes et lui enjoint d'ouvrir son sac. Ils ont trouvé 6200 SSP. Ils ont pris l'argent et ont fait quelque chose. Je pense qu'ils avaient un faux billet de 500 SSP. Ils ont fait un échange et lui ont dit :

- Qu'est-ce que c'est ça ? Tu trimalles des faux billets ?

- Je ne savais pas que j'avais un faux billet.

Adam m'a appelé et m'a passé un des policiers.

- Le type me dit que l'argent vient de votre organisation.

- Oui. Mais nous ne fabriquons pas des faux billets. Nous l'avons eu à la banque. Je pourrai vous montrer le chèque qui nous a permis de retirer cet argent. Nous l'avons donné à notre technicien pour qu'il achète des matériaux. Quel est le problème ?

- Nous allons emmener ce mec à la Maison Bleue » [Le lieu de détention et torture de la Sécurité Nationale]

- Non, vous ne pouvez pas faire ça. Envoyez-moi le billet. Je prépare une lettre à la banque où je vais leur demander pourquoi j'ai reçu ce billet. Et je vous enverrai leur réponse. Laissez le garçon partir.

- Si tu n'agis pas rapidement, on l'emène à la Maison Bleue et il pourra y passer deux ans.

- Et qu'est-ce que vous attendez de moi ?

- Que nous nous mettions d'accord sur quelque chose.

- Emmenez-le à la Maison Bleue. Je connais le directeur [en fait le sous-directeur]. Je vais l'appeler et lui parler de vous.

Ils ont raccroché. Adam m'a rappelé :

- Ils veulent de l'argent.

- Combien ?

- 30 000 SSP.

- Tu as 6000 ? Donne-leur 1000. S'il

refuse, dis-lui qu'il peut t'emmener à la Blue House. Je viendrai t'y chercher dans l'heure.

Ils lui ont pris les 6000 SSP pendant qu'il me parlait. Et ils refusaient de me parler. Ils disaient qu'Adam devait rester à attendre. Il aurait pu attendre jusqu'au soir. Je lui dis :

- Si tu arrives à récupérer quelque chose, c'est bien. Sinon, laisse tomber et pars.

Après deux heures, il m'a appelé pour me dire qu'il était parti. L'un des policiers, par prudence, avait conseillé aux autres de ne prendre que 3000. Voilà comment ça se passe ici.



Betram Gordon Kuol, le coordinateur des programmes de SVDP

- Quand je suis allé interviewer un diplômé du CFPDC dans le magasin qu'il avait ouvert six mois auparavant. Alors que je le filmais, j'ai été interrompu par la venue de quatre ou cinq membres de la Sécurité, en civil. Ils nous reprochaient de ne pas avoir d'autorisation de filmer. J'avais filmé, depuis le véhicule de SVDP, l'arrivée dans le quartier ; peut-être avais-je été repéré. Et un employé de SVDP avait pris quelques photos devant le magasin. Je suis allé poursuivre mon



entretien chez le jeune entrepreneur, une mesure en tôles à cinq minutes de son magasin (cf photo). Pendant ce temps, les équipes de SVDP ont dû négocier avec le groupe de la Sécurité qui demandait 50 000 SSP (166 \$). Ils s'en sont sortis en lâchant 30 000 SSP (100 \$).

- Ces pratiques sont *monnaie courante* (!) dans les pays alentours.

Lorsque SVDP importe des biens, elle est exemptée de taxes d'importation. Elle doit juste payer un dédouanement spécial qui, généralement s'élève généralement à 120 \$ maximum. Mais parfois, si la valeur des biens est élevée, ça peut atteindre 300 \$, voire 600 \$ (comme ça a été le cas pour le matériel agricole l'année dernière). Ce n'est pas vraiment prévu par la loi, mais si vous ne payez pas, le camion peut rester bloqué à la frontière pendant deux semaines. Et comme les douaniers n'ont pas de machines à rayons pour analyser le contenu, ils obligent à débarquer le contenu du camion.

Une fois cette année, le camion, malgré nos instructions, est reparti d'Ouganda avec une surcharge de 9 tonnes. Le camion est un 20 tonnes : normalement, il vaut mieux ne pas dépasser 17, ou 18 tonnes. On avait donné au conducteur 200 000 UGX (shillings ougandais) (65\$). Les Ougandais sont directs, ils lui ont dit : « Ton camion est en surcharge, comment tu vas régler ce problème ? Donne quelque chose et tu peux repartir. » Le chauffeur ne leur a donné que 20 000 UGX. Le policier ougandais, énervé, lui a enjoint de garer le camion. Et ils ont enregistré le truc dans leur système, ce qui signifie poursuites judiciaires. J'ai dû prendre ma voiture et rejoindre le chauffeur à la frontière. Je suis arrivé à 21h. Ils m'ont dit : « Toi, tes paroles sont ok, mais ton chauffeur est fou : il voulait ne nous donner que 20 000 UGX ! Tu arrives tard. Il faut appeler le responsable. » Ce que j'ai fait. A la fin de la conversation, il m'a dit : « Ok, passe-moi les douaniers, je vais leur parler. » Quand il l'a fait, ils ont dit : « Ok, on est désolé, mais maintenant, c'est dans le système informatique, on ne peut pas effacer ça. On ne peut pas t'aider. Tu vas passer en jugement. » On a dormi là-bas. Le matin, vers 11h, on est passé au tribunal. Ils m'ont demandé 5 millions de shillings, ce qui fait environ 1500 \$. J'ai dit : « Non, je n'ai pas cette somme. Faites quelque chose ici, on termine maintenant. » Ils m'ont dit : « Ok, allez à ce bureau, demandez cette personne ». J'y suis allé, ils m'ont emmené « sous l'arbre ». Maintenant, mon ami, on sait que vous avez galéré depuis hier soir, donnez-nous 1,5 millions UGX. Je vais pour payer l'argent, je dis à la dame : « Vous allez me donner un reçu ? ». Elle me dit : « Quoi ?!! » Elle ferme son guichet, et c'était terminé. Elle me lance : « Va parler à ce type ». J'y vais, j'explique que je dois justifier l'argent que je dépense. Il me dit : « Si tu as besoin d'un reçu, seul le tribunal peut t'en délivrer un. Vas-y. » Ce qui voulait dire que j'allais devoir payer les 5 millions UGX ! Finalement, j'ai réussi à parlementer pour avoir un reçu. Quand je l'ai lu, ils avaient noté 750 000 UGX, la moitié du montant que j'avais effectivement payé !

2. SVDP JUBA

2.1. Renforcement de l'équipe de direction

Betram essaie d'intégrer en douceur les deux nouvelles recrues arrivées mi-mai, pour ne pas attiser la jalousie de Mogga (le directeur de la formation) et de son équipe en particulier (William n'est plus vraiment concerné, cf infra).

2.1.1. Wilson Lado

Wilson, un Bari (la tribu de la région de Juba), marié, de 48 ans, a vocation à devenir le bras droit de Betram.

Il est titulaire d'un master en *Science in International Health* de l'université de Heidelberg, en Allemagne. Avant cela, il avait fait des études de médecine à l'université de Juba.

Il a travaillé à The Leprosy Mission International de 2012 à fin 2018.

William, qui l'avait connu lorsqu'il avait travaillé quelque temps dans la même organisation, craignait sa venue parce qu'il le trouvait rigide, dur. Yousif l'a dit aussi à Betram, qui a dit : « *C'est l'homme qu'il me faut ! Je l'ai vu à l'œuvre, et j'aime cette attitude* ». Pour l'instant, Wilson travaille avec Betram, et le consulte avant de prendre une décision. Il va progressivement imposer son autorité, pour ne pas déclencher de réaction de rejet des équipes.

Il est plus particulièrement en charge des PGR.

Il m'a fait bonne impression, et nous avons beaucoup d'attentes à son endroit, sachant que jusqu'à présent Betram n'a jamais vraiment été réellement secondé dans le travail de direction de SVDP Juba.



2.1.2. Yousif Deng

- Yousif, 51 ans, Dinka, travaillait aussi auparavant à The Leprosy Mission International (depuis 2008). Il est marié et a 5 enfants. C'est un médecin qui s'est engagé pour SVDP Khartoum à la fin des années 1990. C'est lui qui a initié les cliniques du Vendredi avec Kamal, le Secrétaire Général de SVDP Khartoum à l'époque. « *Au début,* » raconte-t-il, « *c'était complètement gratuit, puis une petite contribution était demandée aux patients. Ensuite, l'idée est venue des cliniques mobiles, puis la clinique au Comboni Center.* » Il a aussi travaillé à Khartoum avec les Sœurs de la Charité à l'hôpital public, en particulier Sœur Constance. Il faisait des visites aux patients pauvres, évaluait leurs besoins en médicaments, et SVDP Khartoum payait. Sœur Constance rapportait souvent des médicaments d'Europe lors de ses voyages.

- Il m'a raconté avoir été à Paris en 2013, dans le cadre d'une exposition organisée une œuvre caritative dans lequel il travaillait.

Il est très engagé dans l'église anglicane.

Il avait déjà rencontré le Dr Christophe Berger, de Pharmaciens Sans Frontière, lors de sa venue l'année dernière.

- Yousif est plus « rond » que Wilson, manifestement intelligent, et sera de bons conseils pour les questions administratives et la gestion des ressources humaines.

- Il est plus particulièrement en charge du développement du réseautage local.

Voici ce qu'il m'a dit à ce sujet : *Le Forum des ONG est un réseau regroupant des ONG nationales et internationales et des donateurs. Le coût d'inscription annuel pour une ONG nationale comme SVDP Juba est de 50\$. Tous les mois, sont organisées des réunions avec les directeurs des ONG membres, durant lesquelles vous pouvez demander un créneau pour faire une courte présentation sur un sujet, une action menée par son ONG... Nous avons assisté à deux réunions à ce jour, à l'issue desquelles les directeurs ont voté et nous avons été acceptés en tant que membres. A chaque réunion, un représentant de l'ONU dispose d'une quinzaine de minutes pour faire un état de lieux en matière sécuritaire et des besoins humanitaires.*



L'intérêt est d'être en interaction avec d'autres ONGs, de recevoir les appels à candidature émis par des gros donateurs, comme l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le Développement International), le DFID (Département du Développement International du gouvernement britannique), l'ONU, l'UE (qui agit surtout dans le domaine de la santé), mais aussi d'être mis au courant de l'évolution de la réglementation nationale concernant les ONG, de recevoir un mail quotidien concernant la situation sécuritaire, de diffuser des offres d'emploi, etc... D'autres groupes, concernant par exemple les questions de sécurité ou de ressources humaines, se réunissent plus souvent. Par exemple, le gouvernement a récemment modifié quelques éléments du droit du travail pour les ONG, en matière de procédures de recrutement ou de licenciement. »

- Nous avons suggéré à SVDP d'entrer en contact avec la représentation diplomatique américaine. Selon Betram, *US AID et leurs équipes visitent principalement des projets financés par les États-Unis. En raison des mesures de sécurité extrêmes prises par les missions diplomatiques américaines, les mouvements de leur personnel sont extrêmement limités. Mais notre cérémonie de remise des diplômes en décembre pourrait être l'occasion de leur témoigner du renforcement de la résilience des communautés et de la consolidation de la paix grâce à l'émancipation économique des jeunes, qui est un de leurs domaines d'intérêt. Nous préparerons une lettre d'invitation que nous déposerons à l'ambassade américaine de Juba, comme ce sera le cas avec l'ambassade de Suisse.*

2.1.3. William Takido

- William avait été embauché quatre ans auparavant (août 2015) pour être le bras droit de Betram (en remplacement de Patrick Abigo). Il n'a malheureusement pas répondu aux attentes. Il va être licencié fin décembre.
- J'ai pu constater, au fil de mes visites, qu'il a une fâcheuse tendance à ne jamais assumer sa responsabilité. Lorsque je pointais des dysfonctionnements, sa réaction a toujours été de rejeter la responsabilité soit sur ses subalternes, soit sur des collègues. Par exemple, un jour, il a voulu avoir une conversation seul à seul avec moi. Il s'est défaussé de sa responsabilité concernant l'évolution du projet agricole cette année, disant que c'était Mogga qui était allé sur le terrain cette année pour piloter les travaux en cours.
- Lors d'une réunion avec Betram, Mogga, Wilson et Yousif, ce dernier a insisté sur la responsabilité du *senior management* concernant la circulation de l'information et la solidarité de la direction. Un jour, Betram s'est confié : *Toutes les informations échangées en réunion de la direction, William va les partager sous l'arbre avec les enseignants. Il photocopie les chèques, pour aller les leur montrer : « ne les laissez- pas dire qu'il n'y a pas d'argent ». Il n'a rien apporté depuis son arrivée. Mais il se promène en clamant qu'il a fait çà et çà... Quand je suis absent en Australie par exemple et que vous demandez des informations, comme il n'y répond pas, je lui donne des instructions, ensuite, il va se plaindre qu'on lui demande de refaire un budget ou je ne sais quoi... Le problème est qu'il est supposé être mon assistant et si je montre que nous en sommes en désaccord, çà donne une mauvaise ambiance, comme s'il y avait des luttes de pouvoir. Et je ne veux pas que cela arrive aux oreilles de l'Eglise par exemple. Il est ami avec le prêtre qui nous a causé des soucis avec ses demandes intempestives.*

2.1.4. Marlin Ganda

- Marlin, la comptable, a été absente cette année pendant deux mois. Elle a donné naissance à des jumeaux, le 4 juin. Elle a deux autres enfants : l'aîné à 5 ans, la petite a deux ans. Sa tante les garde. Son mari travaille dans l'administration.
- Elle quitte tôt (vers 13h) pour donner le sein à ses jumeaux. Ça devrait durer jusqu'à la fin de l'année. Je lui ai suggéré de travailler depuis chez elle. Elle m'a dit que l'ordinateur portable sur lequel a été installée récemment la deuxième licence Winbiz lui permet justement de travailler un peu depuis chez elle, en fin de journée. Le *laptop* était d'ailleurs resté chez elle lorsque nous avons eu notre réunion. Elle n'a pas internet chez elle.
- Lorsque j'étais sur place, Alice, son assistante, était en congé maternité depuis mi-août (et jusque mi-octobre) !
- J'ai rappelé à Marlin les problèmes que nous avons rencontrés avec Alice pendant son absence. Elle m'a dit qu'Alice craignait les interactions avec nous et qu'elle en perdait ses moyens. Elle a peur d'envoyer des mails. Marlin essaie de la rassurer. Elle assure qu'Alice sait utiliser WinBiz. Selon Marlin, durant son absence, Alice avait beaucoup de travail et en consacrait peu à WinBiz. J'ai insisté sur le fait que c'était la responsabilité de Marlin de former Alice de façon à ce qu'elle puisse faire le travail comptable aussi bien qu'elle. Quand Alice reviendra, Marlin aimerait qu'elle interagisse directement avec Florence. Elle a promis de l'impliquer davantage.
- J'ai encouragé Marlin pour qu'elle progresse dans la comptabilité. Elle m'a promis d'avancer de façon à mettre à jour la compta sur Winbiz pour mi-octobre. A l'heure où j'écris ces lignes, les choses ont bien avancé et Florence a commencé à travailler sur les comptes.



2.2. Rencontre avec d'autres employés

- **Une projection des films** que j'avais tournés l'année précédente a été organisée dans le CFPDC à l'attention du personnel de SVDP, sachant qu'étant donné la faiblesse du réseau internet dans le pays, ils n'ont pas la possibilité de visionner les films publiés sur le site asase.org.

Cette mise en valeur de leur travail et de son impact sur la vie de certains bénéficiaires devrait contribuer à renforcer leur motivation.

- Le fait de loger dans le CFPDC facilite la rencontre avec les habitants des environs et certains employés, notamment ceux qui restent quand les 1500 écolier, apprentis et employés sont partis.

2.2.1. Iossike Custody

J'ai été heureux de revoir ce jeune employé de 26 ans que j'avais interviewé en mars 2017.

Il m'avait alors raconté comment il avait été blessé par balles en juillet 2016, alors qu'il était en période d'essai à SVDP pour un poste de jardinier. Il avait été pris dans une embuscade lors d'un trajet en mini-bus.

Deux passagers avaient été tués, Iossike avait reçu des balles aux jambes.

A l'époque, il avait toujours une balle dans un pied, qui le faisait souffrir.

Il a pu depuis être soigné (grâce notamment à une contribution de SVDP Juba) et aujourd'hui, il marche normalement et s'occupe notamment du générateur central du CFPDC.

Son salaire brut mensuel est de 27 400 SSP (91 \$).



Iossike, qui habite Lologo, accompagne la thérapeute Marina Berney en promenade dans les environs du CFPDC.

2.2.2. Benjamin Ladu

J'ai revu aussi Benjamin, qui restait la nuit dans le CFPDC pour monter la garde, et le jour taillait les haies des jardins.

Il m'a raconté comment, dans son travail précédent, dans une brasserie de la région, il s'était grièvement brûlé la jambe en extrayant un saut rempli d'un liquide chimique qui avait pris feu et avait sauvé l'usine et les employés d'une dangereuse explosion.

Il reçoit le même salaire brut mensuel que Iossike, soit 27 400 SSP (91 \$).

3. LE CFPDC DE LOLOGO – LA FORMATION PROFESSIONNELLE

3.1. Revendications des enseignants de la formation

Une rencontre avec des enseignants étaient prévues durant mon séjour, à leur demande, le dernier jour ouvré avant mon départ. Plusieurs d'entre eux voulaient me présenter leurs doléances. Finalement, le jour « j » (le vendredi juste avant mon départ), ils ne sont pas venus et m'ont laissé une lettre. J'y ai répondu et leur en ai laissé plusieurs exemplaires qu'ils ont trouvé le lundi matin alors que je partais pour l'aéroport.

3.1.1. Les meneurs

- D'après la direction, la contestation étaient menée par deux formateurs : Grace, de la formation couture, et John-Joseph, de la formation électricité, dont les motivations ne sont pas très nettes.

- John-Joseph a notamment manifesté un mauvais esprit notamment lors de la visite de Ian Mawdsley (de SVP UK) au printemps dernier. William Akech lui avait demandé d'installer le nouveau générateur au foyer Be In Hope. Il a constamment reporté pendant plus d'un mois et lorsque Ian a visité le foyer, l'installation n'était toujours pas achevée. Pourquoi ?



Formation Réparation automobile

- *John-Joseph travaillait déjà pour SVDP Khartoum. Quand il a fallu remplacer cette année John-Kennedy, le superviseur de la formation, comme tout le monde savait qu'on ne voulait pas embaucher quelqu'un de l'extérieur, John-Joseph a cru que le poste allait lui revenir. Il venait tous les matins nous saluer dans les bureaux de la direction... jusqu'au jour où la décision a été prise de choisir Aurelio, l'enseignant en maçonnerie.*

- Par ailleurs, John-Joseph était auparavant en charge de la gestion du stock de matériel. La direction n'a pas été satisfaite de son travail sur ce point et l'a dessaisi de cette mission. Elisabeth, de Caritas Graz, avait d'ailleurs relevé des dysfonctionnements lors de sa visite en 2018. Maintenant, c'est Daniel et Aurelio (ce dernier, pour le matériel de la formation) qui sont en charge de la gestion du stock de matériel.

- *Quant à Grace, l'enseignante de la formation couture, Mogga voulait la licencier il y a quelques années. On lui a donné sa chance, et elle a donné satisfaction. Elle avait travaillé auparavant dans un Institut étatique de formation technique. Son grief actuellement concerne la commande du matériel en Ouganda. Comme elle a vécu en Ouganda, elle est déçue de ne pas pouvoir y aller régulièrement. Elle s'est souvent plaint de ce point expliqué ci-dessous.*

3.1.2. Les doléances

- *Les deux premières années, quand nous importons le matériel et les petits équipements d'Ouganda, nous envoyions un enseignant de chaque section pour qu'il ou elle puisse choisir. Mais ça coûtait cher. Les années suivantes, on a décidé de réduire le nombre d'enseignants envoyés d'abord à quatre, puis à*

deux. Et puis, Mogga m'a dit : « Maintenant chaque année, on va chez les mêmes fournisseurs, et ils savent bien ce dont on a besoin ». Donc en 2018 et 2019, on a commandé le matériel, et seul Mogga a été envoyé pour contrôler la commande. Cela a été très mal pris par John-Joseph, qui a commencé à monter le bourrichon de ses collègues en se plaignant : « Parfois le matériel reçu n'est pas le bon, parfois on reçoit les éléments en nombre insuffisant etc. » Les autres, comme Grace, qui aiment bien aller en Ouganda, ont suivi le mouvement de protestation.

- Autre revendication : les enseignants veulent connaître les budgets de chaque formation. Si on le leur donne, ils vont systématiquement commander le maximum possible, une longue liste, pour épuiser le budget. Ils ne comprennent pas que le budget comprend aussi des coûts de fonctionnement, leur propres salaires etc... Et si tu vas dans la salle de stockage, tu verras qu'il y a du matériel qui n'est jamais utilisé.

- Une autre revendication concerne leur propre formation. Ils souhaiteraient bénéficier de formations plus longues, et qui soit moins des formations méthodologiques que des formations proprement techniques, dans leur domaine. Tout cela vient du fait que quand on a envoyé le premier groupe (anglophone) à l'Institut Nakawa, en Ouganda, il y a deux ans, les coûts de transport, de logement et de nourriture étaient beaucoup moins élevés que lorsqu'on a envoyé le deuxième groupe (arabophone) en Egypte cette année. Donc, on avait pu leur donner un peu d'argent de poche pour leur séjour en Ouganda, ce que l'on n'a pas pu faire pour le groupe d'enseignants parti au Caire. Ces derniers se sont plaints à Mogga. Je lui ai dit d'expliquer qu'on avait un budget pour la formation, dans les deux cas, et que dans le premier cas, on leur a donné ce qui restait. Ce qui n'était pas prévu... Dans ce pays, tout le monde essaie d'avoir des formations à l'étranger, juste pour avoir l'argent correspondant aux frais. Un de mes neveux a été envoyé en Inde pour un soi-disant cours. Il a eu droit à 13 000 \$ « d'argent de poche ». Il m'a dit : « Nous sommes allés en Inde, nous n'avons jamais assisté à aucune formation, et nous sommes revenus avec nos sous. »

- Enfin, les salaires. En 2015, les salaires pratiqués par SVDP étaient supérieurs à la moyenne. En 2016, on était peu ou prou dans la moyenne. Depuis 2017, on est un peu en-dessous de la moyenne.

Leur salaire mensuel brut actuel sont compris entre 52 500 SSP (175 \$) et 75 000 SSP (250 \$).

Chaque année, les salaires étaient augmentés de 15%, ce qui, au bout de quelque mois, ne permettait pas de rattraper l'inflation. Donc les deux derniers exercices, la direction a préféré profiter des gains de change pour donner un double mois, sur les quatre derniers mois en 2017, et sur le dernier trimestre en 2018. Or en janvier 2019, ils ont démarré avec les salaires 2018 non doublés, et certains salariés ont été déçus. « Kamal me disait : attention avec les gestes envers les employés : ensuite, ils considèrent que c'est un acquis et un dû. » Il y a eu des plaintes envers Mogga, qui ne sait pas gérer les conflits, et les a renvoyés à Betram. Ceci dit, SVDP souhaitait réitérer cette mesure de rattrapage de l'inflation en fin d'année. Il leur manquait 9000 \$, pour pouvoir l'appliquer sur trois mois pleins. ASASE a accepté d'envoyer cette somme fin octobre.



Marché de Gudele, Juba

3.2. Rencontres avec quelques employés de la formation professionnelle

3.2.1. Aurelio Lenson, superviseur de la formation professionnelle

Il a remplacé John Kennedy fin mai, dont le comportement était devenu problématique. Aurelio est un enseignant de la formation maçonnerie depuis 2011. Jusqu'en 2010, il travaillait pour Don Bosco au Soudan, dans le Kordofan. Il a fait partie du groupe qui en 2017 a bénéficié d'une formation complémentaire en Ouganda. Il m'a paru calme, sérieux, pondéré.



Aurélio Lenson

3.2.2. Jackson et Isaac, chargés du suivi des diplômés

- Nous avons eu deux séances de travail pour planifier notamment une étude long terme demandée déjà depuis longtemps. L'idée est d'essayer de sonder un panel d'environ 150 diplômés des 10 dernières sessions et de faire un point sur leur situation professionnelle.
- Nous avons travaillé un peu aussi sur Excel pour établir un tableau de recueil des données et les familiariser avec les manipulations basiques du logiciel.
- Ils sont tous deux plein de bonne volonté, mais nous attendons à présent les fruits de leur travail.

• Depuis ma venue, *une liste de tous les diplômés de SDVP a commencé à être compilée après avoir récupéré tous les noms de la base de données. Suite à la fermeture du réseau de téléphonie mobile Vivacell en mars 2018 - réseau qui était largement utilisé il y a quelques années - il est difficile pour le moment de contacter la plupart des diplômés de 2010 à 2015. Cependant, Mogga et Moses travaillent à la collecte des informations nécessaires pour finaliser la base de données en vue d'une étude de suivi à Juba et dans les autres états du pays. Youusif a rédigé une feuille Excel de base pour le recueil des informations sur les diplômés. Quand une liste complète de tous les diplômés sera prête, Jackson l'utilisera pour son suivi sous la supervision et le soutien de Wilson.*

3.3. Diverses nouvelles

3.3.1. Micro-crédit

- Sur les douze groupes sélectionnés, sept ont signé un accord avec SVDP et ont reçu un prêt, soit 35 bénéficiaires pour un total de 15 000 \$.
Six d'entre eux sont des projets de garage !
- Deux groupes de femmes ont posé leur candidature mais ne remplissaient pas les critères d'attribution du prêt. Wilson collabore étroitement avec elles pour que leur projet puisse prétendre au prêt. En tant que responsable unique du système, Wilson travaille en étroite collaboration avec ces groupes et il les supervise régulièrement.

3.3.2. Formation Electricité

- L'enseignement de la soudure est intégré à la formation électricité, pour permettre aux futurs diplômés de réaliser des fenêtres, des cadres, des meubles en métal.

Le métal est plus durable que le bois et est beaucoup plus utilisé en construction à Juba que le bois. Par exemple les structures des abris en bois pour le programme d'alimentation des enfants sont régulièrement attaquées par les termites, et cela finit par coûter cher en maintenance.

- J'ai pu admirer le bâtiment construit pour la formation soudure, vaste et bien aménagé (cf photo)



3.3.3. Formation SHP

- Marina Berney, thérapeute à Sydney, est venue pour donner bénévolement une formation sur cinq jours dans le cadre de la formation SHP (Santé/Hygiène/Premiers Secours). Dix apprentis de la session actuelle et dix diplômés de la session précédente, qui travaillent à l'hôpital militaire, ont pu s'initier à une technique d'acupressure. C'était la première fois que Marina venait au Soudan du Sud. Voici son témoignage :

« Dans mes séances comme thérapeute à Sydney, j'utilise quotidiennement une technique d'acupressure (le Qi Touch Healing) très simple et efficace et qui est très facile à apprendre. C'est pour enseigner cette technique que je suis venue. J'étais enthousiaste à l'idée de pouvoir offrir un outil thérapeutique qui ne requiert aucun matériel autre que ses deux mains et qui pourtant permet de calmer le système nerveux, le stress, l'anxiété, d'amener plus de tonicité à nos organes, de diffuser les émotions intenses, et d'adoucir les réactions post-traumatiques.

- *J'ai eu beaucoup de plaisir à passer cinq demi-journées avec une vingtaine d'apprentis motivés et curieux d'apprendre, ouverts et témoignant d'une confiance touchante vis-à-vis d'une pratique qui leur était pourtant inconnue.*

L'enseignement était juste un peu compliqué par le besoin de traduction simultanée en arabe.

- *L'ambiance était très agréable, il y avait beaucoup d'aisance, de gentillesse et de simplicité dans les échanges entre jeunes hommes et jeunes filles, sans fausse pudeur dans le toucher qu'implique cette technique, mais avec beaucoup de respect. J'ai aussi été frappée d'observer que la grande majorité des participants avaient tous une conscience de leur corps bien plus précise que ce que j'ai l'habitude de voir lorsque j'enseigne en Europe ou en Australie.*

Une chose m'a particulièrement émue. Les points qu'ils devaient apprendre à situer sur le corps ont tous des noms et une signification symbolique, et on les répétait régulièrement en chœur. J'ai encore dans l'oreille le niveau sonore particulièrement intense et la vibration qui animait la salle lorsque l'on arrivait à un point spécifique, dont tout le monde sans exception s'est souvenu dès le début du cours et qui était clamé à l'unisson : "Paix !" »

4. LA FERME-PILOTE DE NYARJWA

Rappelons que les revenus de ce PGR sont allés croissant depuis quatre ans : 11 200 \$ en 2015, 13 100 \$ en 2016, 18 000 \$ en 2017 et 31 000 \$ en 2018.

ASASE (avec le concours d'Opération Orange) a financé

- des investissements en matériel pour un montant de 115 000 \$ en 2018 et 24 000 \$ en 2019.
- la construction du hangar : 79 000 \$ (dont 25 000 \$ cette année).

A Nyarjwa, il y a constamment deux gardiens, de jour comme de nuit (4 en tout).



4.1. Conditions météo

Mon séjour s'est déroulé en ce qui est supposé être la fin de la saison des pluies.

Sur les dix jours sur place, il y a eu trois orages, dont deux importants, de près de deux heures chaque fois.

Après mon départ, j'ai appris que les cultures ont pu bénéficier de pluies qui n'étaient pas attendues à cette période de l'année. Les habitants du pays pensaient que le pic de la saison des pluies était passé. Au lieu de cela, il y a eu en octobre de fortes pluies dans toute la région, particulièrement abondantes et insistantes. Même la population locale ne les attendait pas comme ça.

Une grande partie du pays a été touchée par des crues saisonnières inhabituellement fortes, affectant de 600 000 à 800 000 personnes, dont des centaines de milliers de réfugiés du Soudan et de déplacés. «*En date de fin octobre, les comtés d'Ayod, de Maban, de Mayom, de Nyirol, de Pibor et d'Uror dans la province élargie du Nil supérieur comptaient parmi les plus durement touchés par les inondations*», a indiqué un rapport du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies.

En novembre, les conditions météorologiques ont été clémentes et ont généralement convenu aux cultures. Les pluies ont continué de favoriser leur croissance, ce qui constitue un avantage considérable pour les variétés tardives de différentes cultures.

4.2. Problèmes de management

4.2.1. Pasquale, le directeur de la ferme, a été renvoyé.

Il était avec nous depuis quatre ans.

La première année, il a fait l'affaire. Il travaillait bien. Même avant qu'on construise la barrière, on avait de bonnes productions.

Et puis à un moment, il avait quitté SVDP. Il avait eu un contrat pour former des gens dans un camp de déplacés, à Nimule.

Mais je l'avais fait rechercher par des gens ici (Michael, Grace) qui ont des connexions là-bas. Nous l'avons retrouvé et je l'ai récupéré (en 2018) parce que je pensais qu'il pouvait être utile. Il a accepté de revenir au sein de SVDP.

Et puis, il a commencé à se plaindre : « Ces gens que tu as mis pour superviser le projet [Mogga, William, Martin] interfèrent dans mon travail, dans mes plans. Je ne me sens pas libre dans ce que je fais. » Martin, qui est originaire d'un village de Nyarjwa, a un rôle important sur place - celui d'un contremaître - et il a souvent de bonnes idées. En fait Pasquale ne supportait pas qu'on contrôle ce qu'il faisait à la ferme et parfois qu'on conteste ses exigences, lorsqu'il venait par exemple en disant « j'ai besoin de çï, de ça... ».



Récupération des graines pour l'année prochaine

J'ai dit à tout le monde de ne plus contester son autorité. Et je lui ai exprimé mon soutien à ce sujet. Je lui ai dit : « Je te comprends : si des gens, qui ne comprennent pas tout en matière agricole, viennent donner des instructions qui ne te conviennent pas, fais-le moi savoir et je ferai le nécessaire pour que tu aies les coudées franches. Maintenant, fais ton travail. » Donc il venait souvent ici dans les bureaux, et je lui donnais ce qu'il voulait.

Mais peu à peu, il s'est révélé cupide, avec toujours de nouvelles exigences : il avait déjà un salaire élevé, mais il a voulu résider à Juba, qu'on lui laisse un véhicule pour ses transports quotidiens, qu'on le nourrisse à Nyarjwa... Il est même venu dans mes bureaux me demander qu'on lui paie la scolarité de ses enfants en Ouganda ! Une autre fois, c'était qu'on lui paie le traitement médical pour un de ses enfants !

Avec le temps, j'ai pris conscience que les choses n'avançaient pas comme je le souhaitais : les délais pour la préparation du terrain n'étaient pas respectés, il y avait toutes sortes de problèmes parce qu'il n'était pas sur le terrain. Il allait en ville, à Gudele, je ne sais pas où... Des rumeurs couraient qu'il avait une autre activité, du style de celle qu'il avait eu à Nimule, ce genre de travail rémunéré en \$.

En tous cas, quand on allait sur place à Nyarjwa et qu'on discutait des problèmes, il parlait comme s'il n'était pas responsable du projet, soutenant que « quelqu'un devait résoudre les problèmes ». Je lui ai dit : « Qui est supposé le faire, sinon toi ? ». Il parlait de manière négative, je me suis rendu compte qu'il n'avait plus du tout d'enthousiasme. Je l'ai convoqué pour en parler... Il m'a assuré qu'il était motivé et engagé.

En décembre 2018, avant Noël, il a demandé une semaine pour voyager avec un vieux pick-up : « Je veux l'utiliser pour aller acheter quelque chose pour mes enfants ». Il a emprunté de l'argent à SVDP (que l'on a déduit lorsqu'on l'a finalement remercié)... Il est revenu deux mois plus tard ! On a dû suspendre son salaire.

Quand il est revenu, il a dit : « Je veux repartir pour acheter des graines (soja etc...), des semis ». On avait (et on a toujours) pour projet de planter des eucalyptus sur le périmètre du terrain, le long de la barrière. On avait prévu cette année de faire la partie ouest et sud. « Donnez-moi de l'argent, je peux en

acheter et les rapporter. Il avait fait une belle liste. » J'ai dit « Ok. On peut t'envoyer des sous, mais as-tu besoin de tout ça ? » Il a réduit la liste. On lui a envoyé des sous.

Ensuite, plus de nouvelles pendant plusieurs jours.

Plus tard, il a rappelé. Il avait besoin d'essence pour son véhicule. On a de la chance d'avoir Denis, un contact à la douane, qui a une copie de notre document relatif à l'exemption fiscale pour les importations. On doit juste remplir une déclaration et payer entre 200 et 600 \$, en fonction du chargement importé. J'ai appelé Denis, en lui disant qu'on avait un besoin urgent : « Va voir ce mec [Pasquale] et dis-moi de combien d'essence il a vraiment besoin ». Il est allé voir et nous a dit : « Il a besoin de 40 litres pour revenir à Juba. On lui a demandé : peux-tu payer pour lui et on te remboursera la prochaine fois ? Il a accepté. Il a acheté deux jerrycans et les a donnés à Pasquale.

Ensuite, silence radio pendant deux jours.

Finalement, Pasquale appelle Mogga : « La voiture est en panne ici. J'ai besoin de ça, de ça »... J'ai dit à Mogga : « Laisse-tomber, ce gars est en train de pomper des sous et je suis sûr qu'il ne viendra pas. »

Lorsqu'il est finalement revenu, trois semaines plus tard, il n'avait ni véhicule, ni graines, ni rien. Et au lieu d'aller résider à Nyarjwa comme avant, il est allé vivre à Juba.

On l'a licencié. »

4.2.2. Steven

Steven donne des cours aux apprenties de la formation « Ferme familiale ». A Nyarjwa, c'est trois fois par semaine, depuis mai. 25 filles, divisées en 5 groupes. Chaque groupe a sa propre parcelle à cultiver : après les cultures en pépinière, ils ont transplanté en juin du maïs, du gombo, des poivrons, de la pastèque, des tomates, des aubergines.

« Je l'ai envoyé au Kenya pour gérer la dernière commande de matériel. Je lui ai proposé deux ou trois fois de reprendre la direction, mais il n'a pas donné suite. Selon moi, il ne veut pas rentrer dans les problèmes de management des équipes. Il se plaint souvent : « Ces gens sont très durs, arrogants, ils créent des problèmes », et craint tous ces conflits. Quand on a dû désherber manuellement cette année, on a dû gérer des habitants du coin qui voulaient juste être payés sans vraiment travailler. Je lui ai dit : « Tu leur donnes des indications sur le travail qu'ils doivent exécuter sur une surface donnée dans un temps imparti. Et ceux qui ne remplissent pas leur mission, tu ne les gardes pas le lendemain. Les villages alentours ne manquent pas de gens qui veulent travailler. »

Mais Steven souhaite plutôt se cantonner à son rôle de formateur et de diffuseur d'information (via un programme radio).

4.2.3. Francis (ci-contre)

Seul reste vraiment Francis, qui dort sur place. Il travaillait avec nous au Soudan, dans les fermes, d'abord à Haj Youssif, puis à Jebel Awlia.

Il n'est pas agronome, mais il a une bonne expérience en fruiticulture, en culture de légumes et de sorgho.



Ceci dit, il nous faut trouver un ingénieur agronome. D'autant que Francis n'a pas l'autorité suffisante pour gérer les ouvriers.

4.2.4. Trouver un nouveau directeur pour la ferme

Un candidat (que Steven connaît) pour remplacer Pasquale est venu visiter la ferme pendant mon séjour. Je n'y étais pas.

Il a travaillé au Soudan. Il parle arabe. Il a géré des équipes de plus de trente personnes.

« On a besoin de quelqu'un qui reste constamment sur place. Il faut souvent désherber pour éviter que les herbes ne drainent les nutriments du sol au détriment des cultures. Et pour surveiller l'arrivée éventuelle des nuisibles. Par exemple, pour les légionnaires : dès que tu vois un papillon, tu dois sprayer. »

Et la suggestion du Relais Anjou d'avoir recours aux gens qui travaillent au sein de la FAO ? *« Ces gens qui travaillent dans ces grandes organisations internationales ont une approche bureaucratique. Ils se prennent pour des gens importants. Ils viennent ici, avec leurs grosses voitures, sans rendez-vous et ils demandent à voir le directeur. Je les reçois sans problème. Mais quand on les sollicite par mail ou téléphone pour un rendez-vous, ils sont toujours très occupés...*

Le recrutement de Yousif va nous aider à établir des connexions avec ces organisations puisqu'il va prendre en charge la mission, auparavant dévolue à Rose [qui n'a rien fait et qui a été licenciée], de développer le réseautage local. On va pouvoir avoir accès aux opportunités. A présent, nous faisons partie du Forum des ONG. Nous avons eu deux réunions avec eux. A la première, je suis allé avec Yousif. A la seconde, William est allé avec lui. Maintenant, Yousif ira seul. Quantité d'informations sont diffusés à ces forums, pour postuler à des aides, des formations pour les employés etc...



4.3. Une année blanche en termes de production

Cette année, 16ha ont été cultivés en tout, si l'on cumule les différentes parcelles, à différents moments de l'année.

Tout a été cultivé avec l'irrigation pluviale et manuellement.

La récolte de **maïs** a été globalement réduite, moindre que les années précédentes.

La première culture a été correcte mais les deux autres n'ont pratiquement rien donné.

La plus importante a pâti des nuisibles et des inondations (8 ha sont restés trop longtemps inondés). Sur la photo avec Francis ci-contre, c'est la seconde, plantée en août sur 2ha, qui a été attaquée par un parasite, le légionnaire (*spodoptera exempta*). Originaire du continent américain, ce lépidoptère s'est introduit depuis 2016, et a envahi tous les pays d'Afrique sub-saharienne. Plusieurs centaines de milliers d'hectares de cultures peuvent être détruites en quelques mois.

Selon Steven, il faudrait une action gouvernementale au plan régional pour éradiquer ce nuisible (avec des avions), sinon le combat est difficile. Il utilise un pesticide pour sauver la récolte. Mais ils peuvent revenir.

Betram explique que toute plante a une période d'ensemencement optimale, selon la saison. *« Si pour une raison ou une autre, on a raté cette période, on diminue la capacité de la plante à résister à toutes les adversités. Pour la première plantation, on n'a pas eu d'épidémie. Durant ma visite au projet Turkana, au Kenya (cf page 31), j'ai vu qu'ils avaient le même problème avec les légionnaires. Il n'existe pas d'insecticide spécifique. Dans les petites fermes familiales, tu te réveilles tôt le matin, et avec toute ta famille, tu marches dans tes plantations et si tu en trouves un, tu parcoures tout le terrain pour écraser*

manuellement les larves. Mais sur des surfaces plus grandes, c'est trop fastidieux. Certains utilisent une mixture d'eau et de sucre que tu sprays sur les feuilles. »

Depuis la date du semis, il faut compter deux mois pour que le maïs arrive à maturation. Steven me dit qu'ils ont vendu deux remorques de grains en août.

Ils ont fait des essais de culture d'une variété de **sorgho**, appelée Serena (ci-contre), qui n'a pas trop besoin de pluie, qui peut se contenter de la rosée et que l'on plante quand le sol est encore humide. On la récolte au bout de trois mois. « Ça part vite sur les marchés. Et c'est la variété qui est distribuée par le PAM aux déplacés dans les camps. »

Ils ont aussi planté du **soja** sur une petite parcelle à titre expérimental, et ont pu constater que ça poussait bien. Ils ont vendu 5 récoltes d'**aubergines**. En octobre, ils ont vendu des **tomates**.



4.4. L'équipement acquis fin 2018 n'a pas pu être utilisé

Pourquoi n'ont-ils pas cultivé de plus grandes surfaces ?

4.4.1. Le défrichage du terrain.

Pour les arbustes, les buissons, quand on les coupe manuellement, la racine reste et c'est une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas employé le semoir : il faut que le terrain labouré soit vraiment propre (débarrassé de tous les bouts de bois etc), plane, sinon cela risque d'endommager le semoir. « La charrue ciseau (« chisel »), on ne l'avait pas gardée dans la liste commandée à Nakuru, au Kenya, fin 2018, qui



comprenait le tracteur, le semoir et le pulvérisateur d'herbicides. C'était les priorités recommandées par Jean Roussineau, du Relais Anjou d'Opération Orange.

C'est le problème avec les donateurs qui financent le projet et dictent les décisions.

On était supposé utiliser l'ancienne charrue à disques (plus petits), mais elle s'est avérée ne pas s'adapter au nouveau tracteur. Donc on n'a pas pu labourer le terrain avec le nouveau tracteur.

Cette vieille herse à trois disques (accrochée au vieux tracteur sur la photo ci-contre) a 7 ans. Mais elle est encore utilisable.

Il aimerait changer l'autre vieille herse à disques (ci-contre), qui sert à casser les gros morceaux de terre et faire un sol plus fin. Elle a été achetée il y a quelques années. Assemblée au Pakistan. Pas vraiment résistante. Et elle ne pénètre pas vraiment le sol.

« La nouvelle charrue à quatre disques a été commandée au Soudan du Sud chez John Deer et payée (4000\$) grâce, en partie, à un don de Hans Rauscher (donné en cash quand il venu). C'était le même prix que de l'acheter en Ouganda. Elle n'a été livrée qu'en août. C'est ce qui explique qu'on n'a pas pu utiliser le nouveau tracteur cette année (ci-dessous, avec la nouvelle charrue à disque). Ni le semoir.



Pour les plantes annuelles, le désherbage, s'il se fait manuellement, est une opération des plus coûteuses : si l'on va chercher dix personnes au village, ils vont dire on veut 50 000 SSP (166 \$). Donc trouver une solution a été une des priorités.

Il y a des herbicides utilisés avant le semis et d'autres après. Le premier est utilisé avant de planter, avant les pluies, pour que les herbes ne germent pas. Les herbicides post-semis sont utilisés sur les herbes elles-mêmes. Ils doivent n'agir que sur les herbes.



Le seul point délicat va être de trouver le bon fournisseur d'herbicides et de pesticides. Parce que les fournisseurs est-africains envoient n'importe quoi et au bout du compte, ça ne tue rien, ça change juste la couleur des herbes, qui sont devenues jaunes. Les premiers qu'on avait achetés en Ouganda étaient comme ça. Quand j'étais au Kenya en août, j'ai contacté une société israélienne basée au Kenya, Amirat. Ils ont tout, les engrais organiques, les herbicides de bonne qualité etc... Ils ne sont pas très chers. »

4.4.2. Le report des formations sur le matériel acheté en décembre 2018

« Une autre chose que nos frères en Europe ne comprennent pas, c'est les difficultés rencontrées avec les fournisseurs dans cette région. Chez vous, quand tu contractes avec une société, tu as un package, avec l'équipement et la formation. Et deux jours après avoir reçu ton matériel, tu as le formateur qui vient. Mais ici, on a attendu le formateur de Nakuru pendant trois mois. Une fois que l'argent est sur leur compte,

c'est fini. Et il faut savoir que si tu recours aux services d'un technicien en dehors de leur société pour la formation initiale, leur garantie ne fonctionnera pas, ou en tous cas, ils trouveront là une excellente excuse pour dire qu'on ne peut pas la faire jouer.

Et ils ne veulent pas s'engager par contrat sur la formation au moment du contrat d'achat du matériel.

Massey Ferguson Kenya a constamment remis la venue de leur formateur. Ils ajoutaient constamment de nouvelles exigences.

Ils voulaient qu'on le fasse venir en avion. J'ai accepté.

Ensuite, ils voulaient qu'on paie la société pour ce service. J'ai accepté.

Après, ils demandaient de payer le formateur. J'ai dit : il sera logé et nourri. Ils ont dit : il faudra le payer aussi !

J'ai dû batailler ferme et si je ne les avais pas menacés, ils n'auraient pas bougé. On allait entrer en saison des pluies, et on a dû demander à une autre personne de leur filiale en Ouganda, « Agriculture & Tools ». Quand il est finalement venu, les pluies avaient déjà commencé, le sol était inondé, et on ne pouvait plus préparer la terre avec le tracteur comme on aurait dû.

Il n'est resté que 5 jours.

Deux personnes ont été formées sur le tracteur, le pulvérisateur et le nouveau disque : le chauffeur John Joseph et Francis. Pitiya, un de nos chauffeurs, a aussi assisté à la formation.

Le nouveau tracteur est assez sophistiqué. Quand tu t'assieds dessus, tu dois donner le poids du conducteur, et il ne démarre qu'une fois que tu as rentré les données. C'est probablement le premier modèle du genre dans le pays. Caritas Graz m'a demandé si je pouvais en commander un autre pour leur projet à Rumbek. Je leur ai dit « je vous donne juste le contact et vous voyez avec lui ».

En plus d'être trop courte, la formation ne s'est pas déroulée dans des conditions favorables, étant donné la période des pluies pendant laquelle elle s'est déroulée : on a besoin d'espace pour fixer tel ou tel outil, monter telle ou telle pièce. Et on n'avait pas d'espace adéquat sur le terrain pour faire les essais pour le semoir. On n'a pas pu faire des essais avec les graines dedans.

Pareil pour le pulvérisateur d'herbicides (ci-contre, avec Francis) : ils ont appris à le monter mais ils ne l'ont pas utilisé en mouvement.



J'ai écrit cet été au responsable de Massey

Ferguson Kenya qu'on aurait besoin qu'un de leur formateur vienne à nouveau en février prochain, pour faire une formation digne de ce nom, pendant deux semaines. Je lui ai exprimé mon mécontentement et il s'est excusé et m'a dit qu'il allait envoyer quelqu'un immédiatement. Je lui ai dit : pourquoi faire ? Actuellement, il ne pourra rien faire. Il faut qu'il vienne à la bonne période pour pouvoir utiliser le matériel sur le terrain. Donc nous nous sommes mis d'accord : nous prendrons en charge son déplacement par bus, son logement et sa nourriture ; mais nous n'allons pas le payer en plus pour le service, parce qu'ils sont obligés, d'après le contrat, de nous fournir une formation pendant la période de garantie de trois ans. En l'occurrence, leur contribution consistera à payer leur technicien. Pour les 5 premiers jours de formation, comme nous n'avons pas acheté à la filiale ougandaise, on a dû leur payer 900\$ pour la venue de leur technicien.

Deux autres personnes pourraient aussi être formées en plus : des habitants de Nyarjwa, qui habitent près de la ferme.

Quand on a une formation convenable, le bénéfice est durable. Comme cela a été le cas avec la machine à fabriquer les briques. On n'a jamais eu de problème avec elle. Les gars savent changer les pièces défectueuses.

Les tracteurs, le semoir et le pulvérisateur d'herbicides sont garés sous un abri.

Le petit local de l'entrée, où est actuellement le gardien, va être isolé et servira de stockage pour le diesel, les lubrifiants... Il sera fermé.

4.4.3. Les machines pour transformer les céréales

Cette année, ils n'ont pas utilisé non plus la batteuse (à droite), la décortiqueuse¹ (à gauche) et le moulin (au fond), faute d'avoir un espace pour les utiliser.

Ils seront installés dans le grand hangar en construction...

La compagnie va envoyer un technicien pour superviser leur première utilisation, même si Betram me dit qu'ils savent les utiliser.

Chacune a son générateur² (qui fonctionne au diesel) et elles sont démarrées par la batterie.



Le benne-remorque (ci-contre, avec Betram) est moderne, hydraulique et moins chère qu'un camion à benne. Elle sert au transport de toutes sortes dans la ferme. On la monte sur le vieux tracteur.

La sécheuse commandée il y a près d'un an en Ouganda n'a toujours pas été livrée. C'est une énorme machine, plus grande que le local où sont entreposés actuellement le moulin, la batteuse et la décortiqueuse (cf photo supra). Elle devait être assemblée sur place par le fournisseur. Lorsque Betram est allé chez le fournisseur, il n'a pas pu en voir un exemplaire, il ne l'a vu que sur catalogue. Il avait donc signé un

contrat (supervisé par un avocat) selon lequel au cas où le fournisseur ne le livrait pas, SVDP se ferait rembourser. Betram ne doute pas qu'il pourra se faire rembourser les 9000 \$ quand il retournera en Ouganda avant la fin de l'année. Betram leur a demandé cette année à deux reprises où ils en étaient. Et il leur a dit « si vous avez des clients qui en ont où que ce soit en Ouganda, dites-moi, j'irai la voir. » Un

¹ Une 2^e décortiqueuse avait été commandée et payée en 2018 (coût : environ 4000 \$). Elle devrait être livrée en début d'année prochaine. Si SVDP décide de s'en passer, ils obtiendront son remboursement.

² Un 4^e générateur pour la 2^e décortiqueuse (cf note ci-dessus) a été également payé fin 2018, et pas encore livré.

jeune ingénieur ougandais lui a dit : « *Tu as raison de te méfier. Les gens ici n'aiment pas cette machine. On en a assemblé deux seulement, et on a aucun retour des clients depuis.* » Et Betram dit avoir pas mal de contacts avec des fermiers là-bas, et personne ne connaissait d'utilisateur de cette machine. Elle fonctionne au bois, ce qui aurait été de toute façon pas très pratique, le bois étant rare et cher.

Des fournisseurs chinois lui ont montré une sécheuse qui fonctionnait avec un moteur, mais elle était vieille et ils ne donnaient une garantie que de 6 mois.

Donc ils devraient continuer à sécher les grains au soleil et avec le vent, sous un abri en bois, selon la méthode traditionnelle.

La salle dans le hangar qui devait accueillir cette machine aura une autre utilisation.

4.5. La construction du hangar a pris plus de temps que prévu

Le hangar était toujours en travaux.

Il devrait être achevé avant la fin de l'année, y compris le plâtrage final. Toutes les machines pourront être installées à l'intérieur de salles dédiées.

Il est grand, conçu pour être bien ventilé, lumineux et protégé de la pluie.

Cet été, des murs de 4 mètres de haut ont été brisés par les vents violents lors de la construction des colonnes. La reconstruction de ces murs a coûté cher en main d'œuvre et en matériaux.

Les ouvriers sont en train de réaliser le sol : ils compactent des pierres rouges, sur un mètre de profondeur, puis ils recouvriront cette couche avec du béton, dans le hall d'entrée, qui pourra ainsi accueillir des véhicules.

A un certain moment, la route d'accès était trop boueuse et les camions

transportant les pierres n'ont pas réussi à accéder à l'entrée de la ferme. Ils ont déposé leur cargaison sur le chemin et SVDP a dû embaucher des ouvriers et louer des pick-ups pour les transporter par petits lots. Le bâtiment est proche de l'ancienne route d'accès et ils vont la remettre en état pour les livraisons.

L'utilisation de métal a été privilégiée au bois (portes, structure...), pour des questions de durabilité (termites), malgré un coût plus élevé : les colonnes sont des barres en fer de 40 cm d'épaisseur. Cela permettra éventuellement dans le futur de fixer des panneaux solaires sur le toit.

Pour chaque étape, est prévu une salle qui accueillera une machine : sécheuse, batteuse, décortiqueuse (ils récupéreront la partie jaune pour l'alimentation des poules), moulin.

Ensuite, il y a la section pour le stockage des produits finis (farine...) avec une vaste salle (ci-contre).

Depuis ma venue, 1700 briques ont été produites localement dans la ferme pour couvrir les parties hautes des murs en répondant aux besoins de ventilation du bâtiment. Les blocs ont été séchés mi-novembre. Leur installation commencera fin novembre.



4.6. La barrière s'est effondrée du côté nord

Les débordements de la crue de la rivière saisonnière qui traverse le terrain ont provoqué l'érosion du terrain (à un niveau inférieur) et ont fait tomber la barrière.



Le débit varie d'une année sur l'autre et est imprévisible.

Et il y a eu cette année une forte érosion de la berge, avec le courant.

Ils ont découvert au milieu du lit de la rivière les restes d'un puits construit auparavant par quelqu'un.

Ils ont déplacé deux fois la barrière, et la troisième fois, 170 m se sont effondrés (5% environ de la longueur totale clôturée) et ils l'ont laissée sur place et c'est ainsi que je la vois par terre.

L'eau a inondé jusqu'à la base des maisons en bois. Le maïs a eu les pieds dans l'eau pendant des semaines.

Jusqu'ici, il n'y a pas eu de problème de sécurité. Quelques habitants se sont introduits pour récupérer du bois. Mais en saison sèche, cela peut représenter un problème.

Ils ont fait venir l'ingénieur qui avait construit la barrière. Il a proposé une solution pour contenir l'eau et à éviter qu'elle n'inonde tout le terrain. Des boîtes à gabions : construire une sorte de jetée avec des murs métalliques sur des fondations en ciment et pierres, de façon à résister au courant. Les ingénieurs parlent d'un mur de 5 m, dont 2,5 m jusqu'au niveau de la rivière.

Voici ce que j'ai trouvé sur internet concernant la boîte à gabions : c'est une structure en forme de prisme rectangulaire constituée d'un treillis métallique hexagonal à double torsion avec un fil d'acier revêtu d'un galvanisant résistant, d'un alliage de zinc-aluminium et / ou d'un polymère plastique, en fonction du degré d'agression environnementale. La structure est formée d'un maillage hexagonal de 8x10. Les gabions métalliques sont largement



utilisés dans la construction de murs de soutènement pour la consolidation et la conservation des pentes ; pour la consolidation et la conservation des sols routiers et ferroviaires etc... Ils sont constitués de tôles assemblées au cours de la phase de production (à l'aide d'agrafes ou de points métalliques), qui sont ensuite pliées, comprimées et emballées en paquets. Une fois sur le site, les gabions sont remplis de pierres de taille appropriée, de préférence des cailloux de rivière ou des pierres de carrière compactes, résistantes au gel et non cassantes, afin de créer des structures souples, perméables et monolithiques.

Les pierres doivent être placées à l'intérieur du gabion de manière à garantir les caractéristiques correctes de poids, de porosité, de forme de la structure et d'emboîtement du matériau de la pierre.

Hans Rauscher (de ProSudan, Autriche) est venu et a discuté avec l'ingénieur. Il a dit qu'ils utilisaient ce genre de barrière en Autriche et il veut aider sur ce point spécifique à trouver un moyen et des financements. Hans pensait qu'il serait facile de trouver les pierres dans les montagnes alentours. Mais SVDP lui a dit qu'il faut les extraire des montagnes et que c'est le travail de compagnies autorisées à qui il faudrait les acheter.

Un chargement de ces pierres pour un camion de 16m³ coûte environ 175 000 SSP (580 \$).



Au total, l'évaluation du coût des travaux pour les 170 m du cours de la rivière dans la ferme est de 120 000 \$! C'est évidemment un investissement inenvisageable pour ASASE.

Norbert Demmelbauer (qui avait réalisé l'étude pour l'irrigation par la rivière il y a un an) s'est rendu à Nyarjwa pendant mon séjour. Il conseille la même solution durable pour arrêter l'érosion. Il est en contact avec Hans Rauscher et dit que ce dernier va essayer de financer ces travaux en deux étapes : commencer par 120 m, qui sont là où la photo a été prise. La seconde phase correspondrait aux 50m restant, dans un coude de la rivière, plus au sud, où l'érosion est rapide.



Peut-être qu'on pourrait envisager un raccourci : ça diminuerait la hauteur nécessaire à certains endroits qui ne serait pas dans la rivière. Il se peut aussi que la hauteur totale du mur puisse n'être que de 4 m (2,5m + 1,5m), ce qui réduirait aussi le coût.

Depuis mon départ, ils ont érigé la clôture avec les restes qui restent de la commande (notamment les grillages et les barbelés, ceux de la partie effondrée n'étant parfois pas réutilisables) : Nous avons déplacé la clôture d'environ cinq mètres vers l'intérieur pour nous assurer que la ferme est complètement protégée, en

particulier une fois que nous aurons mis en place la serre et l'installation de conduites d'irrigation dans les parcelles expérimentales. Pour ce travail, nous disposons du matériel nécessaire, tel que des maillons de chaîne et des cornières.

Ils veulent aussi creuser des tranchées pour drainer la petite rivière qui a débordé cette année, pour la diriger vers la grande rivière située à l'extérieur du terrain. Pour exploiter une plus grande surface de terrain avec des cultures de céréales en période des pluies.

4.7. Programme pour 2020

4.7.1. Formations et utilisation du matériel

- Après mon départ, en novembre 2019, un formateur est venu du Kenya pour former 7 personnes sur le matériel acheté cette année (sprinklers/drippers).

Le coût de cette formation a été d'environ 3200 \$, qui comprend les coûts d'installation du matériel (1200\$, compte tenu de la main d'œuvre embauchée), les frais de transport du formateur (720\$) et ses frais sur place (hébergement, nourriture).

Il fallait attendre la fin de la saison des pluies. *Le matériel a besoin d'être fixé dans un sol solide, pas humide, boueux. On doit d'abord labourer le sol, le niveler, créer les pentes, les points de jointure pour les tuyaux. Les pluies tardives cette année ont retardé la connexion de goutte-à-goutte et des sprinklers sur les parcelles expérimentales (cf infra, 2020). L'installation de tuyaux et les travaux de plomberie connexes et la connexion d'eau entre le puits et le réservoir ont été réalisées fin novembre.*

La formation s'est bien passée. La technologie impliquée est simple et pourra être facilement transmise à de nouveaux acteurs éventuels de la ferme. Pour que le système soit bien suivi et géré, la ferme va devoir recruter du personnel technique dont la présence sur place devra être continue.

- Depuis mon départ, il y a eu confirmation avec le fournisseur de l'envoi d'un formateur pour la batteuse, la décortiqueuse et le moulin, durant les deux premières semaines de janvier 2020.
- Pour le semoir et le pulvérisateur d'herbicide, les dates de la venue d'un technicien de Massey Ferguson Kenya ne sont pas encore fixées, mais ce devrait être vers février 2020.

- « Fort des formations en février, à partir de mars, nous serons en mesure d'utiliser le matériel, jusqu'aux premières pluies.

On pourra labourer avec le tracteur et la nouvelle charrue à disques, qui sera efficace à la profondeur nécessaire, en déracinant les arbustes. Ensuite, on enlèvera les restes à la main.

Une fois le terrain cultivé, ça ne repousse pas l'année suivante quand il pleut.

Et on pourra utiliser le semoir avant les premières pluies fin avril.

Le fait d'avoir un semoir à quatre rangées ne pose pas de problème et sera beaucoup plus efficace : cela nous fera gagner du temps pour couvrir une grande surface. »

Ci-contre, le semoir, avec Francis. A gauche, les containers où l'on met les graines. Il y a des lames qui creuse le sol, la graine tombe dedans et est recouverte par un autre mécanisme. Dans les barils à droite en hauteur, on met l'engrais.



4.7.2 Les parcelles expérimentales de cultures avec irrigation

- Au-dessus du bâtiment de protection (du générateur) à gauche, le sol bétonné pourra accueillir quatre réservoirs d'eau de 5000 litres chacun, pour l'irrigation au goutte à goutte des deux petites serres.

- Sur un rayon de 60 m autour du puits (protégé entre le générateur et le grand réservoir, sur la photo ci-contre) ils vont installer les drippers (têtes de micro-vaporisation), pour des parcelles, donc à l'extérieur de la serre. Le matériel entre



dans le budget des serres financé par Missio (Autriche). Ce système d'irrigation, ciblé au pied des cultures, est économe en eau. Le seul risque est de boucher les tuyaux si l'eau n'est pas propre. Mais ils ont un purificateur, un filtre (qui sera utilisé aussi pour les sprinklers).

- Les deux serres (12x10m chacune) seront surtout utiles en saison sèche, et pour une culture de jeunes plants de légumes (également irriguée au goutte à goutte) que pour une réelle production. Elles ne seront pas en plastique, vu les conditions climatiques : ce sera des « shading nets » sur structures métalliques protégeant du vent, des insectes, de la chaleur. Betram en a vu au Kenya, en Ouganda, en Australie... Elles ne seront érigées qu'après la saison des pluies fin octobre (préparation nécessaire des sols pour les fondations). En novembre ils ont fait venir un technicien pour la mise en place des tuyaux à l'intérieur. Le semis sera fait en novembre ou décembre.

- Les sprinklers seront utilisés sur 1 acre (0,4 ha). *« Le problème est le type de sprinklers qui sont disponibles dans la région. Ils sont plus utilisés pour l'irrigation de plantes, des graminées. Je les ai achetés parce qu'Opération Orange a insisté. Ces sprinklers ne me semblent pas adaptés pour les céréales, les plants de maïs qui font plus d'1,5m. On va arroser les tiges, et elle va s'écouler. Jean le sait bien. Est-ce que ce sera une irrigation parfaite ? On va voir. Et on va aussi les utiliser pour la culture de légumes.*

- Le coût d'achat début septembre à la société kényane a été de près de 3000 \$ (avec une pompe), auquel il faut ajouter l'achat d'autres accessoires (750\$), de graines à planter en culture intercalaire avec les maïs (927\$), le coût du transport en camion depuis Nairobi (2900 \$), le vol A/R de Betram (1006 \$) et ses frais sur place (294\$). Soit au total 8 860\$ qui ont été financé par le Relais Anjou d'Opération Orange.

4.7.3. Les risques d'inondation

« On a repéré les parcelles qui ont été inondée. Tu creuses deux tranchées de façon à ce que quand il y a un excès d'eau pendant la saison des pluies, l'eau coule dans ces tranchées et sorte de la ferme. On n'a pas fait de topographie de manière scientifique : le contour, pour drainer l'eau, savoir quelles sont les parties plus basses, plus hautes. Et pour le système d'irrigation, pour les canalisations, il faut connaître les pentes, et mettre la source d'eau en hauteur. Globalement, la pente descend du sud au nord. Norbert a envoyé un instrument pour mesurer les niveaux du sol, on l'a au bureau.

Norbert est venu à Nyarjwa en septembre. Il faudrait faire une étude. Il a dit qu'il connaissait quelqu'un qui travaille en Ouganda qui pourrait le faire chez nous.

4.7.4. Choix des cultures et choix d'irrigation

- « On enverra un plan du terrain établi par un architecte qui détaillera les cultures prévues sur les parcelles.

- *En plus des céréales et des légumes, nous allons planter des bananiers, notamment dans les parties qui sont à un plan plus bas, et qui reçoivent l'eau plus facilement durant la saison des pluies.*

C'était les semences que Pasquale était supposé rapporter cette année.

Il devait rapporter aussi des semences d'eucalyptus, pour en planter tout le long de la partie sud et ouest de la ferme. Ça protège du vent. Et ça fournit du bois. On a dû couper des arbres cette année, comme n'on avait pas les moyens d'en acheter (le bois est très cher), pour la construction de sortes d'échafaudages, d'échelles, pour la construction du hangar.

- Concernant la vente, ils veulent améliorer le packaging du maïs, parce qu'ils se rendent compte que les gens sont sensibles à l'emballage. Il faudrait notamment mentionner « made in South Sudan » pour distinguer de la majorité des sacs provenant de l'étranger.

- En début d'année, ils vont avoir les conseils d'une société ougandaise de *branding* également pour la vente des œufs (dans des boîtes) et des poulets.

Le fait de participer aux forums des ONG locales devrait ouvrir de nouvelles opportunités.

- Les légumes se vendent très bien et immédiatement, surtout en saison sèche. La plupart des légumes sur le marché sont importés.

- Au Kenya, en août, Betram est allé visiter un programme de développement au Turkana, qui comprenait un volet agricole. Ce dernier volet est d'envergure modeste, et basé une irrigation au goutte à goutte. Ils ont une ferme de démonstration et des très petites parcelles cultivées en serre par des fermiers. La culture enseignée est de type intensive, avec rotations, utilisation d'engrais, insecticides. Ils ont un puits, l'eau est envoyée dans un réservoir, qui l'envoie à des barriques. De là, c'est envoyé via des canalisations aux cultures.

La ferme de démonstration est bien gérée, par un Kényan, avec l'appui intermittent de techniciens étrangers. Betram a rencontré deux femmes, une Israélienne, de passage, et une espagnole.

La similarité avec notre projet est la source d'irrigation, du moins pour une partie des parcelles expérimentales d'1,2 ha prévues l'année prochaine.



Au Kenya, ils n'utilisent pas les sprinklers, du fait du coût trop élevé pour les fermiers là-bas, notamment la source d'énergie nécessaire pour faire marcher le moteur.

Ils utilisent le système par gravitation, comme nous allons le faire pour les parcelles irriguées par goutte à goutte. Betram a pu voir que si ce système est bien géré, on peut économiser l'eau avec une production valable.

Selon Betram, les fermiers kenyans pauvres ne pourront pas vraiment en bénéficier faute de ressources en eau. Il faudrait forer des puits.

- Concernant notre projet, Betram regrette d'avoir écouté Caritas et leurs conseillers, car la pompe commandée selon leur recommandation est moins efficace que la première, que SVDP avait eu avec la compagnie de forage. *« C'est pour ça que je suis toujours réservé sur les conseils un peu théoriques donnés par des donateurs depuis l'étranger. Par exemple, pour le maïs, le besoin d'irrigation est hebdomadaire dans les terres sableuses. Mais dans une terre argileuse, l'équation pour le montant d'eau nécessaire n'est plus même. »*

Il envisage d'utiliser le puits de la clinique dans un deuxième temps.

- *« Le problème avec les experts en irrigation dans la région, c'est qu'ils ont une connaissance plus théorique que pratique. Quand on veut établir une étude avec eux, ils ont recours à certaines étapes, à des sous-contractants. Tous ces gens, il faut payer leurs voyages, leur étude sur place etc... Et ensuite, ils disent, je dois faire venir une société. Je leur dis : « Ce n'est pas un investissement tel qu'il nécessite la venue d'une société ».*

Dans la région du Sahara, il y a beaucoup plus d'experts en irrigation. J'ai envoyé plusieurs emails à nos amis de SVDP Khartoum, mais Emile Mikhrhiz (le Secrétaire Général) n'aide pas quand il ne peut rien en retirer, et Peter Tadros (le Président) suit leurs activités de très loin et ne lit apparemment pas ses mails.

A Noël, je n'irai pas en Australie. Ma femme a prévu de venir à Juba pour deux semaines.

Au début de la saison sèche, j'irai probablement au Soudan et en Egypte pour trouver de l'aide. J'ai un collègue avec qui j'ai étudié en Allemagne. Il travaille au sein du programme Gezira, l'un des plus grands projets d'irrigation au monde, centré sur l'État soudanais d'Al Jazirah, juste au sud-est du confluent des fleuves Nil Bleu et Blanc dans la ville de Khartoum. L'idée est de savoir si l'on peut trouver une solution d'irrigation viable sur l'ensemble du terrain. Je pense que je trouverai des gens plus honnêtes au Soudan ou en Egypte. Le problème était que les Soudanais craignaient de venir au Soudan du Sud. Avec les événements qu'ils ont vécus cette année, les choses ont probablement évolué. »



5. LES AUTRES PROGRAMMES GÉNÉRATEURS DE REVENUS (PGR)

Rappelons que les 6 PGR ont rapporté près de 87 000 \$ de revenus en 2018.

Leur contribution (bénéfices nets opérationnels, hors coûts d'investissements de la ferme-pilote) au financement de la formation professionnelle est encore très modeste : 2,2 % des 732 500 CHF en 2018.

5.1. La maison d'hôtes

- Le séjour dans la maison d'hôtes a été très agréable. Marina Berney et moi avons côtoyé quotidiennement Mathilda (ménage), Lisa (cuisine), Sokha et Gabriel (jardin). Voici le témoignage de Marina : « La maison d'hôtes est très bien conçue. Simple et confortable, c'est un havre de paix où il fait vraiment bon se ressourcer.



L'école adjacente permet de bénéficier des chants très fréquents des écoliers, qui alternent avec les roucoulements des tourterelles. »

- Quand il n'y pas d'hôtes, le petit restaurant est utilisé comme réfectoire pour les employés et c'est Nawal qui prépare les repas.
- Deux pharmaciens de PSF Suisse (le Dr Christophe Berger et le Dr Laurence Schumacher) y ont résidé six nuits mi-octobre lors de leur visite.
- Les trois visiteurs de Caritas Graz en novembre ont préféré résider dans un hôtel, plus central, à Juba, pour des raisons de sécurité, vu le calendrier politique au temps de leur visite (venue de Machar pour des négociations). Outre Elisabeth, il y avait le nouveau directeur de Caritas Graz et M. Goeles, un homme d'affaires autrichien et donateur important pour eux.
- Fin novembre, une délégation de cinq personnes des structures internationales de Saint Vincent de Paul y résideront pour 4 jours (et occuperont donc les trois chambres). Ils font partie d'une délégation de six responsables (une femme résidera ailleurs) de Saint Vincent Africa 2 (structure composée de 14 pays africain) : l'International Territorial Vice-President (du Mozambique), l'Information and Training Delegate (d'Afrique du Sud), le Youth Delegate (une dame de SVDP Paris). Chaque année, chaque région doit organiser des réunions et des formations pour chacune des trois zones (le Soudan du Sud est dans la zone 1). Betram les a déjà avertis qu'il ne pourra pas les accompagner dans les zones 2 et 3. Betram est un des trois délégués qu'il y a pour chaque région. Il est Zone Coordinator pour le Soudan, le Soudan du Sud, l'Erythrée et l'Ethiopie. C'est lui qui rédige les projets qu'ils présentent à SVDP International à Paris.
- Le chiffre d'affaires généré cette année est à ce jour de plus de 6000 \$.

5.2. La production avicole

- Rose, la Kenyane que j'avais rencontrée l'année passée, et qui avait été embauchée pour s'occuper du réseautage local, était payée par Hans Rauscher, de ProSudan, (pour des activités hors SVDP) en plus de son salaire de SVDP. Awaak (qui était secrétaire administrative) l'a su (elles parlaient ensemble swahili parce qu'Awaak a vécu au Kenya) et cela a provoqué des problèmes.

Elle a commencé à avoir un comportement négatif. Un jour, elle venu dans mon bureau demander de l'argent pour sa mère malade. J'ai refusé en expliquant qu'on ne pouvait utiliser de l'argent de l'organisation pour régler les problèmes personnels des uns et des autres. Elle est sortie sans rien dire, s'est mise à pleurer, et a commencé à répandre le bruit selon lequel, « dans cette organisation, des gens, parce qu'ils ont des contacts, reçoivent double salaire ». J'ai décidé alors de les licencier les deux. Mais quand Rose est partie, le comportement d'Awaak est immédiatement redevenu normal. Et elle remplacé Pasqua, quand celle-ci est partie, en tant que responsable commerciale pour le programme avicole.

- Awaak est titulaire d'une licence universitaire en gestion d'entreprise (depuis 2017).

- La production quotidienne actuelle tourne autour de 23 cageots (environ 700 œufs) pour 890 poules. Elle supervise les deux chargés de production, Balam et Alex, qui vivent et dorment sur place et font le nécessaire la nuit (apport en eau, en lumière...). Les mesures d'hygiène ont été renforcées.

- Awaak n'a aucun problème à vendre les œufs : la demande est bien supérieure à l'offre cette année. Pour pallier le problème de la taille des œufs (il y a eu quelques remarques des clients en début de production), ils comptent installer des ventilateurs au début de la saison sèche.

- Le prix est unique, quelle que soit la clientèle. Il s'adapte en fonction du prix du marché. Awaak avertit clients à l'avance. Par exemple, la semaine suivante, les prix allaient augmenter légèrement.

Le transport est offert aux clients qui font des grosses commandes. C'est Awaak qui les livre, avec un chauffeur.

- La clientèle va des employés de SVDP qui en achètent à l'unité, à une poignée de gros clients qui prennent entre 20 et 60 cageots par semaine (à jours fixe dans la semaine), en passant par des détaillants du coin qui n'achètent qu'un cageot (dans ce cas, ils viennent l'acheter sur place, dans le CFPDC). Certaines habitantes du coin achètent un cageot, bouillent les œufs et les revendent dans la rue à Lologo.

- **Le chiffre d'affaires généré cette année est à ce jour de près de 10 000**

\$. Une nouvelle commande de 1000 poussins de poulets a été passée pour un coût total de 4470 \$, nourriture, fournitures diverses et transport compris. Ils devraient être livrés avant la fin de l'année.

En janvier 2020, SVDP commandera 1000 poussins de poules pondeuses.

Les coûts d'achat à l'étranger de la nourriture des poules est très élevé. SVDP ne peut importer directement de Hollande, du fait de l'échelle trop réduite des commandes, et les intermédiaires sont chers. Cela grève la rentabilité de ce PGR. Une solution sera de tirer parti de la production de maïs et de soja de la ferme-pilote.



5.3. L'atelier de confection, la fabrication de meubles en bois et la location du camion

- Awaak s'occupe aussi des ventes de l'atelier de confection et de celui de fabrication de meubles en bois.

Ces dernières ont été faibles jusqu'en septembre. Mais selon elle, les gens achètent plutôt à l'approche des fêtes de Noël. *« La minorité fortunée du pays n'aime pas acheter les produits de fabrication locale. Elle préfère acheter du made in China... Et ceux qui en auraient besoin n'ont pas les moyens. »*

- **Le total des ventes annuelles à ce jour est d'environ 7000 \$ pour la confection et 10 500 \$ pour les meubles en bois.**
- Quant à la **location du camion**, elle pâtit toujours de l'insécurité ambiante sur les routes. **Le chiffre d'affaires est à ce jour d'environ 6000 \$.**

6. LE CENTRE DE SANTÉ SAINT VINCENT (CSSV)

J'ai pu constater que le CSSV répond toujours avec efficacité aux besoins de la population de Nyarjwa et des environs.

J'avais rapporté avec moi un peu de matériel médical et des médicaments donnés par un ami médecin (cf photo).

Deux semaines après mon départ, SVDP a reçu la visite de deux pharmaciens de PSF Suisse, qui a donné cette année 14 000 \$ au CSSV.

- *Nous sommes très heureux de vous dire que M. Berger et Mme Schumacher étaient très satisfaits de leur séjour. Nous avons eu plusieurs discussions fructueuses et avons échangé des idées sur les perspectives d'amélioration et de durabilité du CSSV, en portant les efforts sur le financement et la formation.*

- *Ils ont également donné de leur temps en nous accompagnant au Bureau de la représentation suisse à Juba, où nous avons rencontré la directrice adjointe, Mme Salomé Steib, qui a été très positive et compréhensive. Le fait qu'à travers ASASE, le Canton et la Ville de Genève soutiennent le programme de formation professionnelle semble lui avoir donné un a priori favorable concernant la fiabilité de SVDP. Elle a manifesté un intérêt enthousiaste pour ce programme qu'elle a qualifié « d'importance majeure ». Elle a promis de visiter prochainement le Centre et a accepté notre invitation pour la prochaine cérémonie de remise des diplômes en décembre.*

Le budget de l'ambassade pour cette année est épuisé, mais Mme Steib a semblé ouvrir des possibilités pour l'avenir, car selon elle, la formation professionnelle devrait être le principal domaine d'action en matière d'autonomisation de la jeunesse du pays.



7. LE FOYER « BE IN HOPE » POUR ENFANTS DES RUES

7.1. Remplacement du travailleur social

- Cela faisait un moment que la direction n'était pas satisfaite du travail de Martin. Il ne respectait pas ses engagements, notamment celui de rester dormir dans le foyer avec les bénéficiaires, et semblait avoir perdu toute motivation. C'est un homme très discret et trop passif. Il ne faisait pas grand-chose avec les bénéficiaires, et ne faisait remonter aucune d'observation, aucun rapport sur la vie quotidienne des enfants, leur évolution etc... Les seuls retours que la direction avait étaient ceux des parents nourriciers et des deux William qui ne se rendent à Rajaf qu'occasionnellement. Conformément aux directives de la loi du travail, ils lui avaient donné cette année déjà deux avertissements.

- SVDP ne souhaitait pas s'en séparer, d'autant qu'il est une sorte de modèle puisqu'il a été lui-même bénéficiaire du programme pour enfants des rues de SVDP Khartoum, et un des membres de l'association qui a initié le projet à Juba avant que SVDP ne le reprenne. Il y a d'autres anciens bénéficiaires du programme pour enfants des rues à Khartoum qui ont ensuite obtenu un diplôme universitaire de travailleur social et qui avaient postulé pour BIH depuis la création du programme. La direction n'avait pas donné suite, parce qu'elle voulait donner une chance à Martin. Mais SVDP a poursuivi la démarche de licenciement et depuis ma visite, l'un d'entre eux a été embauché pour remplacer Martin. Il s'appelle Oliek, et c'est un ancien enfant des rues qui avait pris en charge par SVDP Khatoum dans la ferme de Buri.

7.2. Témoignage de Marina Berney

« Les temps de partage les plus forts pour moi ont été vécus dans le foyer Be In Hope pour ex-enfants des rues. La route vers Rajaf était longue et fatigante en cette fin de saison des pluies. Cet éloignement de Juba garde les garçons loin des tentations de la rue et de leurs anciennes mauvaises habitudes.

Lors de la première visite, le jour de mon arrivée, après la célébration du centenaire, Patrick a diffusé un film qu'il avait réalisé lors de sa visite l'année précédente. Il y avait notamment les interviews des dix nouveaux garçons accueillis en janvier 2018. Le film était diffusé sur un des trois nouveaux PC financés par ASASE cette année. Le volume sonore, sans enceintes, étant limité, les témoignages douloureux de leurs vies avant leur accueil au foyer étaient peu perceptibles, et l'ambiance était très joyeuse : les garçons riaient de bon cœur et se moquaient gentiment les uns des autres en se voyant à l'écran (cf photo).



Lors d'une autre visite le samedi suivant, j'ai assisté à l'interview que Patrick Bittar a fait d'Ajuot, 18 ans, qui va devoir quitter bientôt le foyer. Nous étions installés à l'ombre d'un arbre, auquel était attachée une chèvre qui n'arrêtait pas de vouloir grignoter le pantalon de Patrick ! Ajuot nous a raconté son enfance

dans son village, la panique le jour où sont arrivés des hommes armés qui tiraient partout, et le périple de sa fuite qui a abouti dans les rues de Juba. Il a exprimé avec intensité ce qu'ont représenté pour lui la possibilité de vivre dans ce foyer, d'y tisser des liens fraternels, et surtout d'aller à l'école. Il a manifesté clairement sa soif d'apprendre et son inquiétude à la perspective de mener une vie « d'adulte ». Difficile de ne pas penser à beaucoup de nos jeunes qui ont reçu toutes les facilités d'études et qui n'ont aucune motivation pour en faire quelque chose ! Patrick a gentiment écouté Ajuot et l'a aidé à voir les avantages de passer par le Centre de formation de Lologo pour apprendre un métier et pouvoir gagner sa vie.

Le clou de cette journée a été le match de foot auquel Betram et Patrick ont participé. Patrick avait apporté en cadeau des habits de l'équipe française de foot, et cela a été très apprécié ! » J'étais assise sous la protection d'un avant-toit et pourtant déjà bien incommodée par la chaleur. Les voir courir sous ce soleil implacable, à une heure où il aurait été légitime de faire une bonne sieste à l'ombre des magnifiques manguiers qui bordent le Nil, suscita mon admiration ! »

7.3. Le cas du jeune Deng

Lors de ce match, un incident a attiré mon attention sur Deng, un des plus jeunes bénéficiaires du programme, qui est là depuis sa création. A un moment, je suis tombé et j'ai perdu mes lunettes. Deng, qui était tout près a fait un pas et les a écrasées d'un geste clairement délibéré.

A l'issue de la partie, je lui ai juste fait une légère remontrance. Mais une remarque qu'avait faite Marina lors de notre première

visite quelques jours avant m'est revenue à l'esprit : elle avait remarqué que le regard d'un des garçons semblait empreint de colère. Et, il s'est avéré que c'était justement Deng.

J'en ai parlé à la direction, qui nous a signalé depuis que, bien que Martin n'ait jamais fait état d'actes d'hostilité et de violence de la part de Deng, il a été observé qu'il avait « une attitude perverse et hostile envers certains de ses compagnons à la maison.

Sur le plan médical, les antécédents de Deng révèlent qu'il a été diagnostiqué comme ayant eu des crises d'épilepsies. Ces crises, suivies d'une perte de contrôle intestinal peuvent provoquer un sentiment de rejet. »

C'est Yousif qui va porter une attention particulière à Deng (après ses examens de fin d'année) en procédant de la sorte :

- revoir son état de santé et notamment faire un point sur son suivi médical anti-épileptique ;
- lui fournir la possibilité de conseils personnels en cas de besoin ;
- rédiger un rapport d'évaluation et d'évolution de son cas.



Deng, le deuxième en partant de la gauche, assis au premier plan.

7.4. Formation des bénéficiaires à l'informatique

- Un don de l'Institut Florimont de Genève a permis cette année de financer l'achat de trois ordinateurs pour le foyer.
- Avant la fin de l'année, les garçons vont commencer une formation, deux fois par semaine. Elle aura lieu dans la salle de formation du CFPDC de Lologo, l'après-midi après 16h et sera donnée par le formateur en informatique. Cette formation permettra notamment de renforcer l'apprentissage de l'anglais via des logiciels dédiés, sur les PC du foyer.
- ASASE va financer l'année prochaine l'achat d'au moins trois ordinateurs supplémentaires.

*

Il faut enfin noter que **l'école Saint Vincent du CFPDC a maintenant plus de 1000 élèves** : 759 dans les huit classes de primaire et 263 dans les trois classes de maternelle. Les plus grands sont à présent dans des bâtiments en dur un peu plus en retrait par rapport aux activités de la formation. Il est prévu de poursuivre la construction de bâtiments et de déménager progressivement les classes (actuellement toujours dans des salles en torchis) vers cette zone du terrain.

*

Comme d'habitude, je suis revenu de ma visite encore plus motivé pour tenter de trouver des financements pour les programmes de SVDP Juba.

A ce sujet, je partage une petite anecdote : le dimanche où nous avons assisté à la messe-fleuve (3h !) à la cathédrale Saint Tereza, l'évangile du jour (Luc, 16, 1-13) était le même que celui que j'avais choisi pour la messe d'action de grâces, en juin dernier, pour les 40 ans d'activité d'ASASE : « *Faites-vous des amis avec l'Argent malhonnête, afin que, le jour où il ne sera plus là, ces amis vous accueillent dans les demeures éternelles.* » J'y ai vu un clin d'œil de la Providence nous encourageant à persévérer dans nos efforts.

Merci à toutes les équipes de SVDP pour leur disponibilité et leur accueil.

Merci en particulier à Betram, dont j'admire la patience, la persévérance et la générosité.

Et merci à tous nos donateurs et partenaires qui rendent possibles ces projets porteurs d'espérance !



Des enfants de Lologo, dans le CFPDC, au couchant.